

LA FABRICATION DE L'ENNEMI DANS LES DEMOCRATIES... ET QUELQUES AUTRES REGIMES

PAR

PIERRE CONESA

L'ENNEMI : UNE CONSTRUCTION

Identifier ses ennemis et ses amis est une mécanique indispensable avant de déclencher une guerre. Une fois le conflit terminé, les belligérants tirent tous un même bilan : la guerre était bien la pire des solutions, mais une fois de plus les hommes y ont cédé. Il est donc logique d'essayer de comprendre comment se produit l'*hubris* guerrière qui conduit les hommes à se massacrer légalement. Car la guerre est d'abord cela : une autorisation délivrée légalement de tuer des gens qu'on ne connaît pas – ou qu'on connaît parfois très bien dans les guerres civiles –, mais qui vont tout à coup devenir des gibiers à poursuivre et à détruire. La guerre est le moment anormal où le refus de tuer – un ennemi – peut être puni de mort. Autant le faire de bon cœur et être convaincu. Dans les démocraties, la guerre doit être « démocratique ».

L'objet de cette analyse n'est pas d'identifier une méthode acceptable ou intolérable de tuer, mais de comprendre comment se crée le rapport d'hostilité et d'analyser comment se fait, dans des démocraties, la mobilisation des opinions pour la guerre ! C'est la façon de construire l'imaginaire avant d'aller guerroyer. Avant l'étude des formes de la violence, quelles qu'elles soient, c'est la façon de les rendre légitimes et acceptables qui nous intéresse. La guerre est un *continuum* dont le massacre n'est qu'une forme devenue condamnable.

On avait connu le « *Péril jaune* », géniale invention de Guillaume II pour justifier le dépeçage de la Chine, péril régulièrement remis à jour ; la « *perfide Albion* », accusation française contre la Grande-Bretagne qui l'empêchait de coloniser en paix ; le « *complot judéo-maçonnique des ploutocrates* » de l'entre deux guerres, qui servit à justifier l'Holocauste et les déportations et refait de temps en temps de nouveaux abcès... La mécanique qui produisit ces mythes, légitimant ainsi tant de guerres, a-t-elle complètement disparu ? Le discours sur l'Etat de l'Union de George Bush le 29 janvier 2002, désignant unilatéralement les trois pays de l'« *Axe du Mal* » est un exemple contemporain de production artificielle d'ennemis par la plus puissante démocratie du monde. Ni l'Iraq, ni l'Iran, ni la Corée du Nord ne pouvaient être soupçonnés d'implication dans les attentats du 11 septembre 2001, mais le président Bush annonçait au peuple américain, traumatisé par le terrorisme, la guerre contre... la prolifération des armes de destruction massive ! L'Europe qui avait été unie contre l'ennemi soviétique, éclata en deux camps opposés : la « *Vieille Europe* », qui voyait Saddam comme un problème, mais refusait de considérer que la survie du dictateur de Bagdad justifiait une guerre, et la « *Nouvelle Europe* », qui suivit Washington et s'associa à la guerre d'agression contre la « menace iraquienne ».

La menace stratégique majeure a disparu mais les conflits et les menaces de guerre n'ont pas diminué en quantité. Ceux-là sont locaux et nous paraissent parfois incompréhensibles. L'histoire et la géographie ont retrouvé leur place après la longue

Ancien haut fonctionnaire français et ancien Directeur adjoint de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense (France).

glaciation idéologique de la Guerre froide. Comment comprendre le conflit entre l'Équateur et le Pérou de 1997 pour une zone de forêt vierge inexplorée ? Ou la fermeture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc, vieille de 25 ans, alors que l'Union du Maghreb arabe est proclamée comme un objectif majeur dans la construction régionale ? Ou la célébration par la Bolivie de la « Journée de la Mer », pour commémorer la défaite de la guerre du Pacifique de 1833 et rappeler la revendication d'un accès maritime... ?

LA MACHINE A PRODUIRE DE L'ENNEMI

Selon nous, l'ennemi est une construction. La belligérance trouve ses racines dans des réalités, mais aussi dans des perceptions, des expressions ou des incompréhensions, l'action et l'image de l'un influençant l'image et l'action de l'autre. Contrairement à ce qu'on peut lire dans les manuels, la démocratie n'est pas par elle-même porteuse de paix, sinon les colonisations française et britannique n'auraient jamais eu lieu, les Américains ne seraient pas en Iraq et les Israéliens ne coloniseraient pas les territoires occupés. A l'inverse, toute dictature n'est pas belliciste, le régime militaire du Myanmar ou le Portugal de Salazar en sont des exemples. Une dictature a simplement une plus grande facilité à se doter d'un ennemi : intérieur comme la dictature militaire birmane ; extérieur comme les généraux argentins revivifiant la revendication sur les Malouines britanniques. Elle peut aussi combiner les deux, comme le firent le régime hitlérien désignant les Juifs, les races inférieures, les démocraties, la France et le communisme dénonçant les Trotskistes, les Boukhariniens, les espions, les Koulaks, les ennemis de socialisme, les impérialistes Et les démocraties ?

D'abord, pourquoi un ennemi ? Dans les démocraties, le déclenchement de la guerre suppose une adhésion de l'opinion. Une identité doit-elle obligatoirement se construire contre un « autre ». Carl Schmitt¹ considère que c'est la fonction même du politique. « L'ennemi » serait donc l'Autre, le mal, la menace, aussi indissociable de la vie que l'est la maladie. L'ennemi fait fonction d'anxiolytique par sa responsabilité – réelle ou imaginaire – dans nos angoisses collectives. Il peut consolider un régime et éviter d'aller jusqu'au conflit, comme avec les diatribes fleuries échangées entre les présidents colombien et vénézuélien. Il peut cimenter la collectivité, quelle que soit sa dangerosité réelle, comme le sentiment revancharde qui mobilise encore l'exécutif américain contre Cuba. Enfin, l'ennemi peut être une échappatoire pour une autorité en difficulté sur le plan intérieur. Les colonels grecs, en proclamant l'Enosis, union de Chypre avec la mère patrie, pensaient reconstituer l'unité nationale derrière eux.

Fabriquer un ennemi suppose une mythologie nationale incluant un certain rapport à la guerre, un mécanisme de différenciation de l'Autre et, enfin, l'imminence d'une menace. Une image nationale et internationale se construit et se perpétue dans l'opinion selon des modalités qu'il faut analyser. L'Inde, la plus grande démocratie du monde, a définitivement acquis avec Gandhi, le titre de « pays de la non-violence », malgré six guerres extérieures (quatre contre le Pakistan, une contre la Chine, une intervention au Sri Lanka), l'assassinat de trois premiers ministres et une attaque militaire intérieure contre le Temple d'Or d'Amritsar pour briser les revendications sikhs : bilan qui donne une définition étrange de la non-violence ! A l'inverse, la Chine, très souvent présentée comme une menace, semble surtout préoccupée par sa stabilité intérieure et n'est intervenue depuis 1949 que dans deux conflits extérieurs (Corée et Inde) et une reconquête coloniale (Tibet).

¹ Carl SCHMITT, *La Notion de politique et la théorie du partisan*, Paris, 2010 (Introduction de Julien Freund) ; Carl SCHMITT, *Théologie politique*, Bibliothèque des sciences humaines, p. 15.

Contrairement à notre vision d'Occidental, les mêmes événements, les mêmes images, les souvenirs, les batailles, les mêmes dates ne donnent pas lieu aux mêmes perceptions, ni n'ont la même signification partout. La création de l'Etat d'Israël est, pour les Juifs du monde entier, la fin d'une longue persécution qui trouva son paroxysme dans la Shoah, génocide commis par les Européens, mais qui n'a aucune signification dans les pays musulmans qui ont assuré pendant des siècles la protection et la sécurité aux Juifs chassés par la Chrétienté. Le retrait soviétique d'Afghanistan est analysé comme une victoire par les démocraties ; pour les combattants islamistes, dont Ben Laden, il est la démonstration de leur capacité à vaincre la plus grande armée du monde occupant une terre d'Islam : on comprend alors leur prétention à poursuivre l'offensive contre le nouvel ennemi, les Etats Unis présents en Arabie saoudite ! On pourrait ainsi multiplier les exemples pour bien faire comprendre l'importance des termes et des perceptions réciproques dans la fabrication de l'ennemi.

Le rapport à la guerre est parfois caricatural. Rambo 2 tue seul 75 Vietnamiens et Russes – chiffre vérifié par l'auteur – dans un film dont l'acteur principal n'a jamais fait la guerre. Le super héros guerrier ne peut être que le produit d'un pays qui n'a jamais connu la guerre sur son territoire et n'en a subi que des effets limités au XX^e siècle (moins d'un million de soldats américains tués au cours des conflits du siècle passé). Imaginerait-on le même film autour d'un Spetznaz des troupes d'élites soviétiques ?

Qui fabrique l'ennemi ? Depuis la Révolution française et la naissance des nationalismes et les conflits mondiaux du XX^e siècle, l'adhésion de l'opinion est un facteur essentiel de la mobilisation guerrière. L'explication des guerres par le jeu des marchands de canon ou par l'intérêt du grand capital est un peu courte pour couvrir la totalité des conflits actuels. En énonçant, en 1989, sa célèbre phrase « *nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi !* », Alexandre Arbatov, Conseiller diplomatique de Mikhaïl Gorbatchev avait mis la mécanique de production stratégique face à un chômage technique. Les organismes qui produisent la réflexion stratégique dans les grandes démocraties, ceux que les Anglo-saxons appellent les *strategists*, ont pour mission officielle de produire une analyse et un discours sur le contexte international et les menaces, de formater la puissance militaire indispensable pour faire face à celles-là et enfin, si nécessaire, de légitimer l'emploi de la force. Ce monde est composé d'organismes publics ou privés vivant sur budget public. L'ère qui suivit la fin de l'URSS les plongea dans un grand désarroi. Afin de se pérenniser, les *strategists*² ont produit, tout au long de la décennie 1990, du concept et de « l'ennemi » qui, analysés avec le recul du temps, s'avèrent étonnamment artificiels et circonstanciels : Menace Sud, Clash des civilisations, Fin de l'histoire, menaces diffuses... A titre comparatif, en prenant les dix premiers *think tanks* européens et les dix premiers américains, les Etats-Unis investissent cinq fois plus dans la réflexion stratégique et l'influence des idées que les Européens. Dickson parlait déjà en 1971 de « *complexe militaro-intellectuel* ». Les services de renseignement ont aussi contribué à ces propositions : la « Guerre économique mondiale » qui faisait des concurrents des ennemis, permit de recycler le Réseau Echelon dans l'écoute des hommes d'affaires. Le modèle conceptuel créé outre-atlantique imprègne la totalité des réflexions similaires en Europe. Il définit les termes des débats publics internationaux par sa puissance de diffusion, comme l'a démontré la traduction en 35 langues de l'ouvrage de Samuel Huntington.

² Les données sont extraites de la thèse de Jean-Loup SAMAAAN, *Contribution à une sociologie de l'expertise militaire : la RAND Corporation dans le champ américain des études stratégiques depuis 1989*, Université Panthéon-Sorbonne (Paris I), 2008.

Les *strategists* ne sont pas seuls à déterminer les choix d'opinion publique. Fabriquer de l'ennemi suppose une idéologie, un discours, des faiseurs d'opinion qu'on appellera des « marqueurs » et, enfin, des mécanismes de montée à la violence. Le discours fournit toute la sémantique voulue. On va qualifier une forme de violence qui obscurcit l'analyse en mélangeant ennemi et méthodes de guerre. Une bombe lancée à distance de sécurité sur une maison supposée abriter un terroriste et qui tue plusieurs dizaines de personnes doit apparaître plus légitime qu'un attentat tuant le même nombre de victimes civiles. On n'utilise pas les mêmes termes pour désigner les mêmes violations des droits de l'homme : enlever quelqu'un et lui interdire tout contact avec sa famille, ne pas lui signifier des motifs d'enfermement et lui refuser sans limite de temps un avocat et un procès s'appelle en Colombie une prise d'otages, en Tchétchénie un kidnapping, en Israël une détention administrative, à la prison de Guantanamo un déni de droit. Il s'agit pourtant dans tous les cas d'enlèvement illégal. Enfin, l'imminence de la menace peut être alléguée à partir de renseignements secrets³ – ce qui présente l'avantage de ne pas avoir à expliquer. Le pseudo-rapport Butler présenté par le premier ministre britannique Tony Blair expliquant que Saddam avait des missiles longue portée, déployables en 45 minutes, était « *fondé sur des renseignements secrets* » – et pour cause !

Les mythologistes qui créent le discours ne sont pas les plus fins analystes de la situation, mais les plus influents. Déroulède en France a plus pesé que Jaurès dans le premier conflit mondial et Rudyard Kipling et Pierre Loti ont largement convaincu l'opinion de la culture de l'impérialisme, Sartre plus que Aron dans la vie politique et intellectuelle de la Guerre froide, Sollers plus que Simon Leys sur la Révolution culturelle...

Le sentiment de la menace peut être créé aisément. Paul Wolfowitz en visite à Pékin en 2005 dénonce l'effort militaire du pays qui avoisine les 90 milliards de dollars alors que le budget américain frise les 700 milliards. Les rapports sur la menace chinoise sortent en général au moment des votes sur le budget de la Défense au Congrès.

La guerre est valorisée dans les sociétés modernes comme elle était divinisée dans les sociétés antiques : Hollywood a produit quantité de Westerns sur la conquête de l'Ouest, qui longtemps ont été vécus par les spectateurs comme une grandiose épopée fondatrice, alors qu'il s'agissait de l'extermination systématique des tribus indiennes... Ailleurs, on aurait parlé de propagande génocidaire ; dans ce cas, on parle de genre cinématographique. Aujourd'hui, les médias et les productions culturelles de masse conditionnent autant que les analyses des *think tanks* et autres centres de réflexion stratégiques notre rapport au monde et à ses crises.

TYPOLOGIE DES ENNEMIS

Si donc l'ennemi est une construction, il est possible d'en dresser une typologie et de définir les grands types de belligérences avec leurs processus de fabrication.

L'ennemi proche est le pays frontalier à l'encontre duquel mythologies historiques, cartographiques et géographiques viennent s'ajouter à la pression des militaires en alerte permanente⁴. Le personnel politique use et abuse de ce discours. L'hostilité est appuyée d'un discours nationaliste aux accents variés qui peut-être alarmiste (Grèce), revanchard (Bolivie), nostalgique (l'Espagne et ses présidios), victimaire (Serbie), mystique (Israël), légendaire

³ *Comment sera le monde en 2020*, Robert Laffont, 2002 ; *Comment sera le monde en 2025*, Robert Laffont, Paris, 2005 (Introduction de l'inffable Alexandre Adler).

⁴ Michel FOUCHER, *Fronts et frontières*, Fayard, 1991, et *L'Obsession des frontières*, Perrin, Paris, 2007, 249 p.

(Jérusalem pour les Musulmans)... La guerre se joue à deux, rarement à plus de quatre, sinon cela devient trop compliqué. L'enjeu est un morceau de terre et la guerre une expropriation violente.

Le rival planétaire est le concurrent dans la vocation mondiale de deux puissances, comme le furent USA et URSS pendant la Guerre froide ou les impérialismes français et britannique dans la course à la colonisation. L'affirmation d'un nationalisme prédestiné à la domination universelle est en général la base idéologique de chacun des systèmes (défense du monde libre des Etats-Unis, fardeau de l'homme blanc de l'impérialisme victorien, Droits-de-l'homme français dans les colonies, Internationalisme prolétarien de l'Union soviétique). Ce processus idéologique de justification de la domination est la première forme contemporaine de *soft power*, avec le rôle des intellectuels justifiant l'*imperium*. Les grandes théories géopolitiques darwinistes à base raciale et culturelle connurent leur heure de gloire. La course aux armements donne un rôle important aux militaires et aux ingénieurs. Les crises périphériques servent de lieux de rivalité militaire pour éviter l'affrontement direct (Vietnam, Corée, Fachoda). Le binôme rival peut donner lieu à guerre mondiale par le biais des alliances que chacun tisse. La guerre est une manifestation de puissance et un acte cynique d'autorité sur une carte.

L'ennemi intime, c'est le voisin de la guerre civile, l'Autre sur mon territoire⁵. La guerre civile n'est pas une guerre, commence d'abord dans les mots et l'accentuation des différences, ne fait pas de prisonniers et se poursuit par une répression du vainqueur sur le camp vaincu sans jamais avoir été déclarée. Les guerres civiles s'inscrivent dans le temps long et les porteurs de mémoire jouent un rôle essentiel : intellectuels constructeurs de mythes, hiérarchies religieuses et surtout milieu familial, où se conserve le souvenir de la vengeance des massacres passés malgré l'idéologie officielle de la réconciliation... La proximité de la menace incite au meurtre par anticipation : tuer avant d'être tué ! La guerre civile est une épuration schizophrène.

L'occupé est défini par l'occupant comme le « Barbare », le sous-développé qui ne comprend que la force⁶ ! Dans les guerres de décolonisation ou dans le conflit dans les Territoires occupés, la faiblesse démographique de l'occupant le met en situation d'insécurité. La révolte contre la force armée de l'occupant est rapidement disqualifiée dans les mots (terrorisme, rébellion, révolte). L'occupant exclut le qualificatif de guerre qui obligerait à reconnaître un statut au révolté, mais passe par des qualificatifs refusant la réalité, comme « événements », « révolte », « subversion », « agitation »... L'occupant qui refuse la situation d'occupation ou reconnaît les droits de l'occupé est un traître, donc un ennemi (assassinat de Itzhak Rabin). La violence répressive est une pacification.

La théorie du complot crée la psychose de l'ennemi caché, puissance occulte qui est censée tirer les ficelles et maîtriser le sort de populations entières : c'est la base de l'antisémitisme, mais l'usage ne se limite pas à ce seul cas, comme l'ont montré tous les coups d'Etat militaires en Amérique latine contre les « communistes » ! C'est une maladie auto-immune, c'est-à-dire que l'organisme se fait plus de mal à lui-même que n'en fait le virus. Elle refait régulièrement des métastases. Toute société, aussi démocratique soit-elle, peut y céder. La violence est alors une paranoïa guerrière.

⁵ Diane MASSON, *L'Utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie 1989 1995*, L'Harmattan, 2005.

⁶ Laetitia BUCAILLE, « Israël et la Palestine imaginaires croisées », in E. FERON / M. HASTINGS (dir.), *L'Imaginaire dans les conflits communautaires*.

La guerre du Bien contre le Mal ne se limite pas aux intégrismes religieux⁷, elle est aussi celle des grands totalitarismes laïcs du XX^e siècle. Les idéocraties totalitaires ont été aussi massacruses que les idéocraties religieuses, puisqu'elles rivalisent dans l'exclusivité : chef charismatique, foi, doxa – en général limitée à la connaissance d'un corpus doctrinal se voulant universel –, militant-combattant-martyr... La puissance maléfique de l'Autre se caractérise par son influence identifiable dans les ennemis intérieurs : traîtres, relapses, espions, déviationnistes, hypocrites et autres Papistes, trafiquants et comploteurs, tous complices du Malin. La guerre contre l'Autre, qui personnalise le Mal absolu, ne peut se conclure que par sa disparition totale, la politique comme espace de négociation n'ayant pas sa place. Le combattant-militant doit tendre au martyr. La guerre est un exorcisme.

L'ennemi conceptuel est le seul à la mesure de l'Unilatéralisme⁸, impérialisme de l'hyperpuissance. C'est une situation rare que le monde a connue sous la présidence de George W. Bush et risque de revenir à terme avec Sarah Palin. Le dominant définit son droit à partir d'un « *nationalisme sacralisé* » qui lui donne une vocation missionnaire, qui l'autorise à ne pas se soumettre au droit international, à choisir seul ses crises et ses cibles et met en demeure ses Alliés d'y adhérer. L'Allié dissident est diabolisé, comme la France avec le *French Bashing*. L'hyperpuissance maîtrise la totalité des moyens du *soft* et du *hard power*. Le marché américain de l'édition est peu perméable : les traductions y représentent moins de 3 % de la production de titres. C'est une opinion publique fermée aux avis étrangers. L'hyperpuissance n'a pas d'ennemis à sa mesure et ne peut se battre que contre des concepts (prolifération et terrorisme) dans une guerre « globale ». La guerre est une prophylaxie traitant les symptômes, pas la maladie.

Enfin l'ennemi médiatique est le cas le plus récent dans le vide idéologique de l'après-Guerre froide. Aucune menace mortelle ne pèse sur les grandes puissances. Le monde extérieur est médiatisé par l'image. Sur les quelques 400 mouvements de rebellions recensés par *Mondes Rebelles*⁹ et la cinquantaine de « On going conflicts » du CSIS américain en 2008, comment se fait dorénavant le choix ? Qui pèse ? Qui désigne les victimes et les bourreaux ? Comment en arrive-t-on à faire du Dalai Lama, Dieu vivant sur terre, un citoyen d'honneur de la ville de Paris, capitale du pays de la laïcité qui règlemente le port de signes religieux ? Une cause, pour être connue par les opinions publiques des grandes démocraties, doit obéir à certains critères (leader médiatique, combattants identifiables, bourreau convenu) et, surtout, offrir des images. La menace – non stratégique – n'est plus définie par les institutions stratégiques, mais essentiellement par des intellectuels médiatiques¹⁰, des diasporas et/ou des humanitaires... Les intellectuels médiatiques se veulent défenseurs des valeurs pour expliquer à l'opinion quelle crise est grave, laquelle n'est pas grave. Ils disent le juste ! La France produit des super-intellectuels comme les Etats Unis des Super-héros. Les diasporas tiennent leur légitimité d'un massacre passé, au nom duquel elles vont peser dans le récit national et les prises de position de leur pays d'accueil éventuellement par des lois et des actions en justice. La rivalité victimaire introduit une concurrence dans l'opinion qui paralyse le débat politique¹¹. Enfin, les humanitaires parlent au nom des victimes et indirectement identifient le bourreau. Vue d'occident, la guerre est un psychodrame. Cette situation

⁷ Pierre CONESA, « La violence au nom de Dieu », *Revue internationale et stratégique*, n° 57, print. 2005, pp. 73-142, et *Le Guide du Paradis*, Editions de l'Aube ; Mark JUERGENSEMEYER, *Au nom de Dieu, ils tuent ! Chrétiens, Juifs, ou Musulmans, ils revendiquent la violence*, Autrement, 2003.

⁸ L'essentiel des analyses développées ici sont reprises de Pierre CONESA, *Les Mécaniques du chaos : bushisme, prolifération et terrorisme*, Editions de l'Aube, 2003.

⁹ J.-M. BALENCIE / A. DELAGRANGE, *Mondes rebelles*, Michalon, 2005.

¹⁰ Pour les meilleures perles de ces différents penseurs, cf. Chollet CYRAN, *Les Editoocrates*, La Découverte, 2009 ; Tony JUDT, *Les Intellectuels en France*, Fayard, 1992 ; *Libération*, 14-15 sept. 1996

¹¹ P. NORA / F. CHANDERNAGOR, *Liberté pour l'histoire*, CNRS éditions, 2010.

internationale nouvelle autorise des actions militaires sans ennemi puisque, en dix ans, le nombre de Casques bleus au sens large (militaires, civils, forces de police) engagés dans la cinquantaine d'opérations de maintien de la Paix a bondi de 20 000 à 116 000 personnes et représente désormais la deuxième armée déployée au monde derrière celle des Etats-Unis.

Aucun des éléments de cette typologie n'est totalement pur et souvent les différents genres se mélangent dans un même conflit.

LA DECONSTRUCTION DE L'ENNEMI : LA NOUVEAUTE REELLE DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Si l'ennemi est une construction, il doit être possible de le déconstruire ! La réconciliation historique de la France et de l'Allemagne par le Traité de l'Elysée après trois guerres dévastatrices montre que deux ennemis qualifiés d'« héréditaires » peuvent clore le chapitre. La construction de l'Union européenne qui progresse par la négociation, avec des abandons de compétences parmi les plus régaliennes qui soient, n'était possible qu'à ce prix et reste elle aussi encore largement unique. Entité sans ennemi, l'UE tente difficilement de construire une défense commune.

L'expiation de l'Allemagne, responsable du déclenchement de la guerre, n'a jamais été imitée. Le Japon¹², se plaçant dans la catégorie des victimes après avoir subi les bombes atomiques, n'a pas reconnu ses responsabilités dans la Seconde Guerre mondiale en Asie et a en partie rendu impossible une construction de sécurité en Extrême-Orient. En revanche, des signaux positifs s'allument ailleurs : création d'une commission d'historiens arméniens et turcs pour travailler sur le massacre de 1917, reconnaissance de la responsabilité russe dans le massacre de Katyn et amorce de réconciliation entre les deux pays...

Les guerres de frontières, typiques des ennemis proches, restent une hypothèse toujours possible dans quelque coin perdu de la planète. Cela étant, le recours à la Cour internationale de Justice est devenu une normalité, même pour le ludion diplomatique qu'est le colonel Kadhafi, qui est le chef d'Etat qui a le plus sollicité la Cour pour ses différends frontaliers. Entre le 22 mai 1947 et le 10 août 2010, 149 affaires de litiges frontaliers ont été inscrites et réglées par la Cour internationale de justice de La Haye et, sur les 16 affaires pendantes en 2010, seules 6 concernent encore des questions de frontières. La majorité des contentieux frontaliers actuels sont maritimes, ce qui rend donc moins opératoire le discours mythologique sur la « Terre sacrée ».

Le discours unilatéral de déconstruction de l'ennemi est une solution toujours possible, mais convainc-t-elle les anciens ennemis désignés ? En quelques déclarations et documents stratégiques, le président Obama s'est totalement démarqué des positions de son prédécesseur. Au Caire, le 4 Juin 2009, il déclare « *ne pas se battre contre l'Islam mais contre l'extrémisme* » et dit vouloir en faire un partenaire contre l'extrémisme. Dans le document *Stratégie de sécurité nationale* publié le 27 mai 2010, il reconnaît que la gouvernance du monde ne peut être que partagée et multipolaire. Il renonce au projet de bouclier antimissiles dans son discours du 17 septembre 2009 et enfin, en avril 2010, dans la nouvelle « *nuclear Posture Review* », il en appelle à un monde sans arme nucléaire. C'est donc une sorte de « rapport du XX^e Congrès à l'américaine », comme l'avait fait Khrouchtchev en dénonçant les méfaits de son prédécesseur. Qui de George W. Bush ou de Barack Obama est sain d'esprit ?

¹² Etienne JAUDEL, *Le Procès de Tokyo, un Nuremberg oublié*, Odile Jacob, 2010.

Depuis les années 1980, des mécanismes nationaux de déconstruction sont nés au sortir des périodes de dictature et de guerres civiles. Les lois d'amnistie, en renonçant à la justice, ont préféré l'oubli à la punition, par exemple en Espagne ou dans certains pays d'Amérique latine pour favoriser le retour à la démocratie. Toutefois, la justice se rappelle régulièrement à ses devoirs en jouant sur les limites nationales des textes d'amnistie par opposition au caractère imprescriptible et universel des crimes contre l'humanité. Les quelques trente Commissions Vérité et Réconciliation (CVR) ont instauré le pardon par la parole et ont en revanche privilégié la mémoire commune à l'oubli et l'aveu à la réparation..., mais est-ce durable ? La CVR sud-africaine, la seule à avoir été dotée d'une capacité à déférer les auteurs de crimes de masse à la justice, est devenue une référence.

La Société des Nations avait inscrit l'attaque contre la paix dans ses textes fondateurs. Les actes d'accusation des procès de Nuremberg et de Tokyo retenaient l'idée de « crime contre la paix » pour avoir déclenché unilatéralement la guerre d'agression. Ils étaient la justice des vainqueurs sur les vaincus. L'idée de justice internationale a ensuite été bloquée par ceux-là mêmes devenus les membres permanents du Conseil de sécurité. Le droit de veto est en effet le droit d'empêcher l'organisation internationale d'agir et les membres permanents ont été les plus belligères des pays membres puisqu'ils ont mené depuis 1945, à eux cinq, 55 conflits hors mandat onusien. Ils n'avaient donc aucune raison de mettre en place une justice internationale. La question n'est revenue à l'ordre du jour qu'avec la fin du blocage du Conseil de sécurité en 1991. La communauté internationale se charge de punir les coupables de crimes contre l'humanité ou de génocides et, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, modifie les règles de sortie de conflit en se substituant aux mécanismes traditionnels de revanche ou de vengeance.

Des cours spécialisées ont été créées pour punir les responsables de la guerre civile en Yougoslavie, au Rwanda, au Cambodge, puis en Sierra Leone. Le Statut de Rome a permis l'instauration d'une Cour pénale internationale permanente. Cependant, la justice à vocation universelle souffre de l'absence de nombreux Etats, dont les Etats-Unis qui ont ainsi soustrait leurs troupes mais aussi les mercenaires privés¹³ qui participent activement aux conflits moyen-orientaux. Dès l'entrée en fonction, George W. Bush, annula la signature de son prédécesseur. Avec l'*American Servicemen's Protection Act*, Washington oblige certains pays alliés à signer des Accords bilatéraux d'immunité, sortes de conventions de non-extradition de citoyens américains même si la CPI le leur demandait. Adoptée en août 2002, cette loi autorise le Président à user de « *tous les moyens nécessaires et appropriés* » pour faire libérer les citoyens américains qui seraient détenus par la CPI – d'où le surnom de « *Hague Invasion Act* ». Le 15 juillet 2004, la Chambre des représentants a joint un amendement au Projet de loi de crédits pour les opérations étrangères, de sorte que le gouvernement américain peut retirer l'aide du Fonds de soutien d'aide au développement à tous les pays ayant ratifié le Traité CPI mais n'ayant pas signé d'Accord bilatéral d'immunité avec les Etats-Unis : 44 pays (Israël, Bosnie, Albanie, Colombie, Togo, etc.) ont signé et la trentaine de pays qui aurait résisté aux pressions de Washington s'exposait aux menaces de réduction et/ou de suppression de l'aide militaire. Les sanctions visaient neuf pays européens candidats à l'OTAN : Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Serbie-Monténégro, Slovaquie, Slovénie¹⁴. La justice internationale reste donc une justice limitée à la poursuite d'auteurs de massacres issus des pays pauvres ou dictatoriaux affaiblis. Bref, qui juge qui ?

¹³ CRS DoD contractors in Iraq and Afghanistan, document disponible sur le site Internet www.fas.org/sgp/crs/natsec/R40764.pdf.

¹⁴ Il en est de même pour dix pays africains : Afrique du Sud, Bénin, Lesotho, Malawi, Mali, Namibie, Niger, République centrafricaine, Tanzanie, Zambie. Les sanctions visent également 14 pays américains (Antigua, Barbade, Belize, Brésil, Colombie, Costa Rica, Dominique, Equateur, Paraguay, Pérou, Saint-Vincent et Grenadines, Trinidad et Tobago, Uruguay, Venezuela) et deux de la région Asie-Pacifique (Fidji, Samoa).

Certains ressorts de la guerre sont encore bien tendus, notamment dans les guerres idéocratiques qui prennent la forme de l'intégrisme religieux (musulman, juif et néo-évangéliste). Les grandes puissances démocratiques ne sont pas, et de loin, les pays qui ont fait le plus d'efforts pour contribuer à la déconstruction des mécanismes de fabrication de l'ennemi. Elles ne s'excusent jamais : ni la France pour l'Algérie, ni les Etats-Unis pour le Vietnam, ni la Grande-Bretagne pour l'Irlande du Nord. Elles ne réparent pas les dommages. Les victimes vietnamiennes de l'agent Orange (dioxine), aujourd'hui parents d'enfants lourdement handicapés, n'ont pas pu obtenir réparation de la justice américaine, alors que les GI's victimes de ce même gaz toxique ont eu droit à indemnisation. Il n'est pas question aujourd'hui de faire passer l'ancien président américain G. W. Bush ou le premier ministre britannique T. Blair en procès devant la Cour pénale internationale pour crime contre la paix pour l'attaque contre l'Iraq en 2003. La démocratie britannique procède au moins à des auditions parlementaires dans le cadre de la Commission Chilcot pour savoir si le Premier ministre avait menti sciemment. Le Sénat américain, qui a exigé que le président Clinton fasse acte de contrition publique pour avoir menti sur une fellation faite par une stagiaire, mais rien au président Bush pour avoir entraîné le pays dans une guerre mensongère. Celui-là continue à donner des conférences sur la paix dans le monde. Sa simple punition aura été un tir tendu de chaussure par un lanceur iraquien manquant d'entraînement !

* *

*

La fabrication de l'ennemi est un processus politique, mais sa déconstruction plus encore ! Carl Schmitt avait négligé cet aspect. La notion de puissance qui structure la pensée stratégique est un des éléments les plus belligènes qui soient, puisque, en adoptant cette approche, on définit les conditions non négociables de sa propre sécurité et on se refuse à reconnaître une quelconque légitimité de la vision de l'Autre. Ronald Reagan, devant l'Assemblée des Pasteurs évangéliques le 16 mars 1983, affirmait simplement que « *le mode de vie américain ne se négocie pas* », argument repris plus tard par le porte-parole de George W. Bush pour refuser le Protocole de Kyoto. Quand un bateau de guerre chinois apparaîtra dans le golfe arabo-persique pour « *sécuriser les voies d'approvisionnement pétrolières partant vers l'Asie* » comme nous le faisons nous-mêmes, faudra-t-il y voir un danger, comme l'énoncent les néo-conservateurs américains, ou une contribution à la sécurité internationale ? L'Europe aurait quelque intérêt à se doter d'une réflexion stratégique propre¹⁵.

¹⁵ Pierre CONESA, « Quelle réflexion stratégique européenne », *Le Monde diplomatique*, nov. 2009.